

La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral... Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consommé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait "un gouvernement qui tienne" avec lequel il serait possible de "travailler". L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires "à faire primer l'intérêt général". Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ? Comment "travailler" avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi - une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

Soutenez le NPA-Révolutionnaires

L'argent est le nerf de la guerre. Dans la lutte contre le patronat et le gouvernement à son service, nous ne pouvons pas compter sur l'aide des riches. Nous avons besoin de vous : participez à la souscription ! 



Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

EN BREF

CMPP Hayange et Pont-à-Mousson : grève pour maintenir un poste essentiel !

La direction de l'association PEP Lor'Est qui gère notamment six Centres Médico-Psychopédagogiques a choisi de ne pas reconduire le détachement du pédopsychiatre en poste à Hayange et Pont-à-Mousson. Une décision qui prive les équipes de l'appui médical indispensable dans la prise en des troubles psychiques, cognitifs, des apprentissages de centaines d'enfants. La direction dit se placer dans "une stratégie globale de réorganisation" de ses services. Mais les salariés qui se sont mobilisés par la grève le 6 décembre pointent les conséquences de cette décision qui empêche d'accueillir de nouvelles familles dans les CMPP.

Les CHU tirent la sonnette d'alarme

Les présidents des conseils de surveillance des 32 CHU viennent d'écrire au Premier ministre [avant qu'il ne soit censuré] pour attirer son attention sur "la situation financière inquiétante" de ces établissements. Leur déficit cumulé est passé de 200 millions d'euros en 2021 à 1,1 milliard d'euros en 2024. En cause "de nouvelles charges exceptionnelles" au moment où les établissements "étaient eux-mêmes fragilisés par les effets induits par la crise Covid". Conséquence : ils seront incapables de mettre en œuvre les projets de rénovation des grandes infrastructures qui se détériorent rapidement. La catastrophe continue de s'aggraver dans l'hôpital public.

1500 euros par an de reste à charge

Les mesures d'économie récentes du gouvernement ont considérablement aggravé la situation des plus modestes : hausse des franchises médicales, baisse de la prise en charge des consultations, des soins dentaires mais aussi des médicaments. Résultat : le "reste à charge" payé par les malades (après remboursement de l'Assurance maladie et des mutuelles) est évalué dans une enquête de France Assos santé à environ 1500 euros par an et par personne. Le gouvernement, lui, s'appuie sur un indicateur "officiel" qui évalue ce reste à charge en moyenne à 274 euros, soit six fois moins. Grâce aux statistiques bidon, tout baigne.

Villeurbanne (69): une équipe mobilisée contre le manque de personnel

Depuis le 26 novembre, dix aides-soignantes et sept infirmières d'une unité de court séjour gériatrique de l'hôpital des Charpennes à Villeurbanne sont en grève pour des embauches. Il n'est pas rare qu'une seule personne soit en charge des 25 patients de l'unité, mais la direction fait la sourde oreille et prétend qu'elles ont juste besoin de "mieux s'organiser"... Face à un système qui les pousse toujours plus à bouts, les travailleuses ont décidé de lutter. Un exemple à suivre dans tous les hôpitaux, ensemble on est plus forts !

Gaza : nouvelle attaque israélienne contre l'hôpital Kamal Adouane

Dans la nuit de vendredi à samedi, l'armée israélienne a mené une nouvelle attaque contre un hôpital de Gaza en visant cette fois le complexe hospitalier Kamal Adouane. En octobre 2024, les forces israéliennes avaient déjà pris d'assaut cet hôpital en prétextant "la présence de terroristes" à l'intérieur. L'OMS venait de faciliter l'entrée d'une délégation médicale d'urgence indonésienne, celle-ci a reçu l'ordre de quitter définitivement les lieux. Aujourd'hui, dans le nord de Gaza, les trois principaux complexes hospitaliers ne fonctionnent presque plus. Les hôpitaux sont parmi les cibles privilégiées de la politique génocidaire et de terreur menée par l'État israélien.

MANIFESTATION À METZ

**EN SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN
SAMEDI 21 DÉCEMBRE - 14H30 - RÉPUBLIQUE**

La santé florissante... des milliardaires

Pendant la dernière décennie la fortune des milliardaires a plus que doublé au niveau mondial, affichant une croissance supérieure à celle des marchés boursiers. Entre 2015 et 2024 la fortune cumulée des milliardaires a augmenté de 121 % et leur nombre est passé de 1 757 à 2 682. En 2015, cette fortune globale cumulée s'élevait à 5 990 milliards d'euros et, en 2024, elle est passée à 13 430 milliards d'euros. Dans le même temps, près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 6,34 euros par jour, et une personne sur quatre avec moins de 3,46 euros. Une condamnation sans appel d'un système qui accumule une richesse insolente à un pôle et l'extrême pauvreté à l'autre.

Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler !
Une info à nous transmettre ?

Ecris-nous : npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com